

Burundi : à la veille des élections, la Céni nie les tensions

RFI, 28-06-2015 A quelques heures de l'ouverture des bureaux de vote pour les élections communales et législatives le climat est extrêmement tendu au Burundi. L'opposition refuse de participer au scrutin, la société civile appelle au boycott et le président de l'Assemblée nationale a fui le pays. Tandis que les attaques à la grenade et les tirs sont devenus presque quotidiens à Bujumbura, la Céni assure que tout est fin prêt pour le vote de lundi.

Les bureaux de vote doivent ouvrir officiellement ce lundi 29 juin à 6h du matin au Burundi (4h, TU), dans un contexte particulièrement tendu. L'opposition a annoncé qu'elle ne participera pas à ces scrutins, que la société civile a boycotté. Samedi, la soirée a été marquée par de multiples attaques à la grenade et des tirs, qui sont devenus quasi-quotidiens à Bujumbura, la capitale du pays. Des arrestations ont également signalé ces derniers jours, à la fois dans les rangs de l'opposition et au sein des forces de sécurité. Ce dimanche, le président de l'Assemblée burundaise, qui a annoncé avoir trouvé refuge en Belgique, a lancé un appel au président Pierre Nkurunziza, déclarant ce qu'il a qualifié de «forçage électoral» en cours dans le pays. La Commission électorale nationale indépendante, la Céni, elle aussi contestée par l'opposition, affirme de son côté que tout est fin prêt pour les élections. Pierre Claver Ndayicariye, le président de la Céni, affirme que le matériel électoral serait en place partout, même dans la province de Kirundo, dans le nord du pays, où des urnes et autres matériels avaient été brûlés samedi. «Tout le matériel est arrivé à destination. [...] Tout a été remplacé et il nous reste du stock», assure le président de la Céni. «Je ne crains rien parce que les agents de la police et les agents de la force de défense nationale sont sur le terrain pour sécuriser et les élections, et les électeurs», ajoute-t-il. A Bujumbura, dans les quartiers qui contestent la candidature d'un troisième mandat de Pierre Nkurunziza, les bureaux de vote ont été placés et rassemblés dans des endroits sécurisés, précise-t-il encore. A Musaga, l'un des foyers de la contestation, où dimanche soir encore des tirs retentissaient, plus 90 bureaux de vote de la commune ont été installés ce dimanche entre deux camps militaires. «Ils peuvent les installer où ils veulent, c'est une parodie d'élections», ont expliqué à RFI plusieurs habitants de Musaga rencontrés plus tard dans la journée, ce dimanche. Des électeurs qui expliquent qu'ils n'iront pas voter. «Le vote est un droit et pas un devoir au Burundi», rétorque le président de la Céni. L'UA se retire du processus électoral même en dénonçant face à l'annonce de non-participation de l'opposition : «Être candidat, c'est un droit. Ils peuvent renoncer à siéger», explique-t-il encore. Une dénonciation affichée alors que, samedi, Abdoulaye Bathily, le représentant de l'ONU au sein de l'équipe de Facilitation internationale, estimait que les conditions étaient réunies pour des élections libres et démocratiques. Tandis que Washington a annoncé samedi la suspension de l'aide à la Céni, ce dimanche, l'Union africaine a annoncé qu'elle n'observera pas les scrutins de ce lundi, comme elle le fera quelques semaines plus tard en l'Union européenne. «Constatant que les conditions requises ne sont pas réunies pour la tenue de scrutins libres, réguliers, transparents et crédibles, dans le respect des dispositions pertinentes de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, la Commission de l'UA n'observera pas les élections communales et législatives prévues ce lundi 29 juin 2015» au Burundi, souligne le communiqué de presse mis en ligne par l'Union africaine ce dimanche. Par ailleurs, l'UA «condamne à nouveau tous les actes de violence et les violations des droits de l'homme». «Comme en 2005 et 2010, le socle des observateurs, ce sont des observateurs nationaux», justifie Pierre Claver Ndayicariye, avançant le chiffre de «plus de 700 observateurs, nationaux comme internationaux». Et si la mission électorale de l'ONU sera, elle, bel et bien présente sur le terrain, la Mission d'observation électorale des Nations unies au Burundi (Menub) précise que cela ne peut pas être interprété comme une validation du processus électoral.